

nécessaire, je veux lire les paroles de M. Jones à la dernière session du parlement. Lors du crédit concernant les édifices publics de la Nouvelle-Ecosse, voici ce qui a été dit par M. Jones :

Je désire faire observer au ministre que la ville de Dartmouth demande avec raison un nouveau bureau de poste. C'est une ville de 6,000 ou 7,000 habitants qui nous donne un revenu annuel de \$1,700. En ce moment, le bureau de poste de cette ville est dans un édifice tout délabré. Cette ville est assez populeuse pour avoir le droit de demander un bureau de poste convenable.

L'honorable député de Bothwell a eu tort de dire que l'on ne construit des édifices publics que dans les localités qui sont représentées en chambre par des partisans du ministère ; dans ce cas-ci, je crois qu'il admettra que ce qu'il a dit n'est pas conforme à la vérité. Mon honorable collègue de Halifax (M. Kenny) a lui aussi fortement appuyé sur la justice des demandes de Dartmouth. Or, je crois que les paroles de M. Jones, que je viens de citer, sont une excellente réponse à tout ce qui a été dit ce soir contre la construction des bureaux publics de Dartmouth.

Mr CHARLTON : Je crois qu'un grand nombre d'autres villes aussi populeuses que Dartmouth sont dans les mêmes conditions et désirent non moins que Dartmouth qu'on leur construise des bureaux publics. N'importe quelle ville serait heureuse qu'on dépense quelques milliers de piastres chez elle pour construire des bureaux publics. Ce qu'il s'agit de savoir, c'est ceci : la ville de Dartmouth, dont le bureau de poste ne donne que \$1,700 de revenu par année, a-t-elle plus droit à un bureau de poste neuf que la ville de Woodstock, dont le bureau de poste donne \$15,000 de revenu annuel et qui n'a pas encore d'édifices publics ? Faut-il construire un bureau de poste dans la petite ville de Cayuga, que représente mon honorable ami le député de Haldimand (M. Montagne) et en laisser la ville de Woodstock privée ? Est-ce qu'il est juste de construire des bureaux de douane dans un petit village comme Hagarville, qui n'a que cinq ou six cents habitants, et de refuser la même chose à des localités dix fois plus populeuses dans les comtés libéraux ? De tout temps, le gouvernement actuel a fait de la construction des édifices publics une affaire de parti.

Si une ville est située dans un comté où des dépenses publiques peuvent avoir de l'influence sur le résultat des élections, on y gaspille beaucoup d'argent ; mais si elle est située dans un comté que le gouvernement n'a pas l'espoir de gagner, quels que soient ses droits et le revenu qu'elle donne, quelque grande que soit la nécessité d'y construire des édifices publics, elle est certaine de ne pas en avoir. Il faudrait adopter une règle en vertu de laquelle pour avoir droit à des édifices publics, il faudrait qu'une ville possédât un certain nombre d'habitants et donnât un revenu déterminé. Je crois qu'on ne devrait jamais construire de bureaux de poste dans les villes qui donnent moins de \$8,000 de revenu par année. La ville de Dartmouth ne donne que \$1,700 de revenu par année ; celle de Cayuga ne donne que \$1,400, et il y a un bureau de poste à Cayuga, et on se propose d'en construire un à Dartmouth. C'est le comble de l'absurdité de construire des bureaux de poste dans des petites villes comme celles-là. Je suis parfaitement d'accord avec mon ami, le député de Muskoka (M. O'Brien), et je soutiens que ses paroles lui font beaucoup d'honneur, qu'il a bien raison de dire qu'il est temps que cela cesse.

Je crois que le mode qui consiste à se servir des fonds publics pour exercer une influence politique est usé, que c'est la pire des manœuvres de corruption électorale. Un député qui dépense quelques milliers de piastres dans un comté pour s'y faire élire est cent fois moins coupable qu'un gouvernement qui dépense des millions pour acheter des comtés à droite et à gauche dans le pays. On ne saurait justifier la demande d'un crédit comme celui-là pour une petite ville comme Dartmouth ; j'appuie donc la proposition de l'honorable député de Wellington que cet item soit biffé. Quand d'autres crédits comme celui-là seront demandés, nous proposerons la même chose. Je propose que nous passions à la page suivante. Mon honorable ami, le ministre des finances, qui montre beaucoup de scrupule lorsqu'il s'agit de congédier un fonctionnaire public qui s'est rendu coupable de quelque action condamnable, devrait en avoir assez pour renoncer aux dépenses inutiles et changer le mode jusqu'ici en usage de faire les travaux publics.

M. LANDERKIN : J'aimerais rappeler à la chambre qu'il y a une couple d'années nous avons adopté dans cette chambre le principe qu'à l'avenir, on ne construirait des édifices publics que quand cela serait nécessaire et que le choix des localités dans lesquelles ils devraient être construits, ne devrait jamais être fait pour des motifs politiques. On serait porté à croire que quand le gouvernement a adopté cette résolution, il avait l'intention de s'y conformer ; mais on dirait qu'il est maintenant, sous ce rapport, pire qu'apparavant, au lieu d'être meilleur. De l'intérêt, il ne s'en occupe pas du tout ; ce sont des considérations politiques qui lui font déterminer comment se servir des deniers publics pour construire des édifices publics.

Depuis le jour où le gouvernement lui-même a donné son assentiment à cette résolution, il ne s'est pas construit un édifice public pour autre chose que pour des motifs politiques. Qu'on jette un coup d'œil sur les villes de la province d'Ontario qui ne possèdent pas d'édifices publics ; on en trouvera un grand nombre où l'intérêt public réclame des édifices publics, mais on ne leur en donne pas ; on réserve ces faveurs pour des villes plus petites, qui les méritent peut-être bien jusqu'à un certain point, mais qui les méritent moins que d'autres villes plus importantes, dont on ne s'occupe pas du tout. Voyez Woodstock. Cette ville donne un revenu de \$15,000 ; cependant, elle n'a pas d'édifice public. Sarnia a un bureau de poste qui rapporte \$5,000 par année au trésor, mais elle n'a pas d'édifice public. Sarnia est située dans le comté de Lambton, qui est représenté en chambre par mon honorable ami, M. Lister ; Woodstock est dans le comté d'Oxford-sud. Le bureau de poste de Bowmanville rapporte \$4,745 par année ; celui d'Oshawa, \$5,433 ; celui de Whitby, \$4,233 ; celui de Waterloo, \$4,264 ; celui de Listowel, \$4,129 ; celui d'Owen Sound, \$9,626 ; celui de Kincardine, \$4,735 ; celui d'Ingersoll, \$8,556. Ingersoll est dans le comté d'Oxford-sud, représenté par sir Richard Cartwright ; son bureau de poste donne un revenu annuel de \$8,500 ; cependant cette ville ne possède pas d'édifice public. Mais voici qu'on nous demande des crédits pour construire des édifices publics dans des petites villes qui ne donnent que \$1,700 ou \$1,800 de revenu ; c'est en présence de ce que je viens de dire que le gouvernement a l'audace de demander un crédit pour Dartmouth.